



Ce que les Français attendent du prochain gouvernement

Une enquête exclusive de
France Positive

Août 2024

CE QUE VEULENT VRAIMENT LES FRANÇAIS EN AOÛT 2024

UNE GRANDE ENQUÊTE DE FRANCE POSITIVE

Depuis quarante ans, quelle que soit la qualité des présidents élus et des gouvernements en place, la France a connu des réformes sporadiques, des réactions au fil de l'eau, des crispations sommaires, des déceptions grandissantes, des colères et des révoltes. Pour survivre à cette situation, le pays vit de plus en plus à crédit, non plus seulement aux dépens de nos enfants, mais aussi de nos petits-enfants et arrière-petits-enfants.

À l'approche de la nomination d'un nouveau gouvernement, nous sommes convaincus que les futures réformes proposées doivent remettre la France sur le chemin d'une croissance juste et durable, dans l'intérêt des générations futures. Elles devront porter une attention particulière aux personnes en situation précaire, notamment les enfants, et préparer le pays aux prochaines crises.

Afin d'associer les Français à cette approche, nous avons consulté nos concitoyens en juillet et août 2024 et nous avons lancé un appel à contributions visant à définir des priorités pour ce futur gouvernement. Cet exercice démocratique a permis de recueillir une multitude de propositions et d'idées, que nous avons pour la plupart retenues et consolidées dans ce document. Que les Français ayant contribué à ce travail en soient remerciés.

Les propositions retenues doivent être lues et comprises en coordination avec nos travaux de 2017 puis notre ouvrage programmatique « *Faire réussir la France* » de 2022, qui s'inscrit dans une analyse lucide de la réalité de la société française et dont les 250 réformes sont accessibles [ici](#). Les contributions des Français complètent bien nos propositions de 2017 puis de 2022, non encore mises en œuvre. Les 30 principales vous sont rappelées à la fin du présent document. Ces réformes dépendent de l'exécutif, du législatif, des administrations, des collectivités territoriales, des entreprises, des syndicats, des partis politiques, des associations et de chacun de nous.

Nous invitons tous les Français à continuer de faire entendre leur voix, à réagir et à proposer de nouvelles idées. Ensemble, nous pouvons construire une France plus juste, plus durable et plus souveraine.

Rejoignez-nous dans cette démarche ambitieuse et nécessaire pour l'avenir de notre pays !

Jacques ATTALI, Julie MARTINEZ
L'Equipe France Positive

LES PROPOSITIONS DES FRANÇAIS

Nous avons consulté les Français en juillet et août 2024 afin de comprendre ce qu'ils attendaient du prochain gouvernement. Les propositions partagées par ces derniers à la suite de notre appel à contribution estival, et retenues ci-dessous, sont le reflet de l'engagement citoyen et de la richesse des idées que les Français ont bien voulu nous partager.

Les propositions des Français ont retenu notre attention par leur complémentarité avec nos travaux programmatiques de 2017 puis 2022 ou par leur caractère innovant.

Pour la plupart, nous pensons qu'elles pourront faire le fruit d'un consensus politique dans le cadre d'une coalition. Ces suggestions, émanant de diverses sphères de notre société, illustrent en effet une volonté collective de construire un avenir commun. Elles témoignent également de la capacité de notre nation à se réinventer de manière démocratique et à proposer des solutions audacieuses face aux défis contemporains.

Nous les avons intégrées avec soin, convaincus qu'elles contribueront à renforcer et enrichir nos propositions initiales.

1.

Redresser les comptes publics et redonner du sens à l'impôt

2.

Améliorer le pouvoir d'achat des Français et leurs conditions de vie au travail

3.

Accompagner les entreprises

4.

Assurer un logement digne pour tous

5.

Réformer l'école et l'enseignement supérieur

6.

Soutenir notre système de santé

7.

Relever le défi climatique

8.

Ne plus ignorer le grand âge

9.

Responsabiliser notre usage des nouvelles technologies

10.

Réformer nos Institutions et recréer du vivre ensemble

11.

Renforcer la justice et la sécurité



**REDRESSER LES
COMPTES PUBLICS
ET REDONNER DU
SENS À L'IMPÔT**

1.

REDRESSER LES COMPTES PUBLICS ET REDONNER DU SENS À L'IMPÔT

- **Adopter une planification documentée de rétablissement des comptes publics** auprès des institutions européennes qui associe la rationalisation des opérateurs et des agences de l'État.
- **Initier une grande évaluation nationale des niches fiscales** par un comité indépendant visant à identifier les dépenses fiscales ne produisant pas les effets escomptés et devant donc être réduites, amendées ou supprimées.
- **Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu et supprimer les niches fiscales** d'une utilité économique ou sociale non avérée (telle que l'exonération de plus-value immobilière au bout de 22 ans au titre de l'IR), afin d'aboutir à une augmentation du taux moyen d'impôt sur le revenu payé par les derniers déciles de revenus.
- **Améliorer la communication sur le rôle de l'État et l'utilité des impôts pour l'ensemble des Français** (rappeler à tous le coût de la scolarisation d'un enfant, d'un accouchement, de 10 kilomètres de portion de route, etc).
- **Simplifier le recours à l'aide sociale** en passant à un système de déclaration à la source, permettant également de lutter contre la fraude sociale.
- **Lutter contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale** en augmentant les capacités d'enquête, par la création de postes d'officiers fiscaux judiciaires au sein de l'ONAF.
- **Plaider au niveau européen pour une Taxe Solidarité Avion** consistant à augmenter la taxe sur les billets d'avion (taxe carbone ciblée sur l'aviation).



**AMÉLIORER LE
POUVOIR D'ACHAT
DES FRANÇAIS ET
LEURS CONDITIONS
DE VIE AU TRAVAIL**

2.

AMÉLIORER LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS ET LEURS CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL

- **Organiser une grande conférence nationale sur les salaires** impliquant le gouvernement, les partenaires sociaux et visant à définir une hausse du SMIC, un meilleur partage de la valeur et un nouveau cadre pour les conditions de vie au travail, incluant l'égalité salariale homme-femme.
- **Revaloriser le métier d'enseignant** en engageant la revalorisation des grilles de salaires sous la forme d'une bonification des points indiciaires.
- **Réformer le statut d'AESH** (accompagnants des élèves en situation de handicap) par une augmentation du temps de travail, une augmentation salariale et la possibilité de suivre le même enfant sur plusieurs années.
- **Créer un véritable cadre juridique et fiscal d'expérimentation sur la semaine de 4 jours destiné aux entreprises.** Ce cadre doit permettre de répondre aux nouvelles attentes des salariés sur l'équilibre vie professionnelle-vie personnelle, ainsi qu'à la chute de la natalité (1,68), au nombre d'actifs également. Cette expérimentation pourra proposer un cadre fiscal avantageux aux employeurs qui seront sélectionnés, une durée d'expérimentation, cibler une diversité d'entreprises pour étudier cette mesure, les effets rebonds positifs ou négatifs qui en émergent.
- **Généraliser un compte épargne-temps portable tout au long de sa carrière** afin de répondre aux besoins d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, ainsi qu'au besoin de retrouver du sens au travail. Ce compte épargne-temps doit permettre aux salariés d'accumuler des droits pour bénéficier d'un congé allant jusqu'à 12 mois afin de s'engager dans un projet associatif ou citoyen ou de réaliser une reconversion professionnelle.
- **Faire des salariés de véritables acteurs** de la vie économique dans toutes les sociétés de plus de 500 salariés, quelle que soit leur forme juridique, en leur réservant au moins trois sièges dans les Conseils d'Administration.
- **Rendre obligatoire une Déclaration Action Senior** par l'employeur en concertation avec le CSE et les délégués du personnel CSSCT, à l'image de la DUE chaque année.
- **Créer une agence nationale pour la diversité et l'inclusion** chargée de superviser la mise en œuvre des politiques de diversité et d'inclusion dans les entreprises et les administrations publiques par le biais d'actions concrètes.
- **Faire que la garde d'enfant ne soit plus un obstacle** pour trouver ou conserver un emploi en créant 200 000 nouvelles places en crèche.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES

3.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES



- **Réformer les Prêts Garantis par l'État verts** par une évaluation initiale des besoins et l'augmentation de leur financement lié à une conditionnalité environnementale.
- **Régulariser les travailleurs étrangers en situation irrégulière**, permettant ainsi une intégration économique et sociale complète, tout en augmentant les recettes fiscales et luttant contre le travail clandestin, conditionnée à **(i) la preuve d'emploi** (attestation de l'employeur confirmant une activité professionnelle continue, quelle que soit la période), et **(ii) l'engagement à poursuivre des cours de français et d'intégration civique** sur une période déterminée en fonction du parcours du travailleur.

**ASSURER UN
LOGEMENT DIGNE
POUR TOUS**

4.

ASSURER UN LOGEMENT DIGNE POUR TOUS

- **Relancer la construction de logements sociaux** par la mise en place d'un conseil national de la refondation logement.
- **Assurer l'isolation complète des logements** en fléchant mieux les dispositifs de MaPrimeRenov' pour fluidifier le parcours des usagers, simplifier l'accès des artisans au label RGE, subventionner des travaux plus efficaces et déclencher des rénovations d'ampleur qui ne se limitent plus à des rénovations mono-gestes.
- **Mieux répartir les logements sociaux existants** sur tout le territoire en réformant la Loi SRU :
 - en intégrant au pourcentage de logements sociaux certaines catégories d'habitat qui ne sont pas comptabilisées actuellement (l'habitat privé indigne dans les copropriétés dégradées, les pavillons divisés ainsi que l'hébergement d'urgence). Au-delà d'un seuil maximal de 50%, ces communes seraient enjointes de développer un habitat plus mixte ;
 - en renforçant les pénalités financières pour les communes qui ne jouent pas le jeu de la mixité et les fléchant vers les budgets d'investissement des 100 communes de France les plus pauvres.
- **Mobiliser les logements vacants en :**
 - révisant les conditions de la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) et limitant les conditions d'exonération à 6 mois d'occupation annuelle au lieu de 3 mois afin d'élargir la base des contributeurs ;
 - installant de façon préférentielle des activités créatrices d'emplois en lien avec les filières d'avenir dans les 100 agglomérations qui comptent le plus de logements vacants et en intégrant cette démarche à la stratégie nationale de mobilisation pour le foncier industriel ;
 - en promouvant des agences immobilières sociales qui augmentent l'offre de logements sociaux sans investissements lourds dans la construction, en occupant des logements vides.
- **Organiser un grand concours national pour le logement abordable et innovant** permettant d'inventer les solutions d'aujourd'hui et de demain, en stimulant la création architecturale.
- **Poursuivre et renforcer le soutien à l'accession à la propriété** via l'amplification et la prolongation du Prêt à Taux Zéro pour tous les primo-accédants.

RÉFORMER L'ÉCOLE ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

5.

RÉFORMER L'ÉCOLE ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- **Réduire les effectifs par classe** pour atteindre la moyenne européenne (19 élèves par classe).
- **Intégrer 100 structures médico-sociales au sein des écoles d'ici 2027** afin d'accélérer la mise en accessibilité pour les personnes handicapées, et pour leur inclusion partout, notamment à l'école.
- **Instaurer des modules d'apprentissage de mathématiques appliquées à l'IA** dès l'école primaire.
- **Réformer le système scolaire en primaire pour mettre l'élève dans une situation optimale de travail** en se focalisant sur son bien-être, son évolution, sa performance et son respect de l'autre par la définition d'un label de l'École Positive délivré par les inspections de l'éducation nationale et réévalué régulièrement - ce label doit respecter une série de critères qui permettent de mettre l'élève au cœur du système éducatif (intégrer les parents dans l'activité pédagogique et les plans anti-harcèlement / violence scolaire, création de classes de niveaux multiples pour favoriser les échanges positifs entre les élèves etc.).
- **Redéfinir le rôle des circonscriptions scolaires** (le directeur étant un responsable administratif des établissements en charge du recrutement de son équipe pédagogique, le conseiller pédagogique devient à la fois directeur de zone scolaire (regroupant plusieurs établissements) et coordonnateur pédagogique de cette zone (en lien avec les besoins particuliers de cette zone, en faisant le lien entre enseignants et en leur proposant des solutions pédagogiques)).
- **Créer un poste de médiateur enseignants-parents** par circonscription scolaire.
- **Assurer une rémunération digne du niveau de responsabilité des professeurs** : la perte considérable de pouvoir d'achat des enseignants ces dernières décennies doit être effacée par ce qui relève davantage d'un « rattrapage » que d'une « revalorisation ».
- **Accompagner les enseignants tout au long de leur carrière** et prendre en compte leurs aspirations dans l'élaboration des politiques éducatives.
- **En finir avec la sélection opaque et discriminante** de Parcoursup.

SOUTENIR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

6.

SOUTENIR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

- **Adopter un plan sauvetage de l'hôpital public** visant à en finir avec la saturation de ce service public pendant l'été et les crises épidémiques, à proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour ses personnels.
- **Investir dans la prévention pour réduire les maladies chroniques et les coûts pour la société sur le long terme** grâce à l'adoption d'une **Carte de Santé Préventive digitale** liée au compte France Connect. La Carte de Santé Préventive digitale doit faciliter l'accès gratuit aux services de prévention, y compris des bilans de santé annuels et de dépistages, des programmes de bien-être physique et mentale, des rappels automatisés de vaccinations.
- **Assurer l'accès à un médecin sur l'ensemble du territoire français** en régulant l'installation des médecins dans les déserts médicaux, en supprimant le numerus clausus et en rétablissant des permanences de soin des soignants libéraux dans les centres de santé.
- **Établir une vraie gouvernance des soignants administratifs.** Systématiser les fondations hospitalières pour aider aux financements.
- **Rendre obsolète les cigarettes**, en suivant l'exemple du Japon, et promouvoir chez les fumeurs le recours aux substituts nicotiques et au tabac sans combustion.
- **Rendre les trottoirs aux seuls piétons afin de favoriser la marche à pied**, le premier exercice physique à privilégier pour la prévention en santé.
- **Investir davantage dans la prévention** des troubles psycho-sociaux au travail, la prévention du harcèlement scolaire et les violences domestiques.
- **Interdire les publicités pour l'alimentation ultra-transformée** auprès des **mineurs**.



RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE



RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE



- **Renforcer la structuration de filières françaises et européennes** de production d'énergies renouvelables (de la fabrication à la production).
- **Faire voter une loi énergie-climat et inscrire le principe de la règle verte** visant à prioriser des investissements verts.
- **Mettre en place une assurance salariale** pour faciliter et rendre plus équitable la transition des travailleurs des secteurs polluants vers des secteurs de l'économie positive en compensant les coûts privés liés à la transition.
- **Refuser la privatisation des barrages hydroélectriques et engager une négociation** avec la Commission européenne visant à renouveler les concessions actuelles.
- **Doubler** le nombre de véhicules électriques via le leasing social, visant 100 000 modèles par an par le renforcement du malus écologique.
- **Baisser la TVA** sur la tarification des transports en commun à 5,5 %.
- **S'accorder sur un meilleur partage et une meilleure protection de l'eau** pour tous sous l'égide du Secrétariat général à la planification écologique, par une tarification progressive et différentielle selon les usages et l'application du principe du pollueur-payeur.
- **Interdire l'importation** de toute production agricole ne respectant pas nos normes sociales et environnementales.
- **Créer un statut de déplacé climatique.**

**NE PLUS IGNORER
LE GRAND ÂGE**

8.

**RESPONSABILISER
NOTRE USAGE DES
NOUVELLES
TECHNOLOGIES**

9.

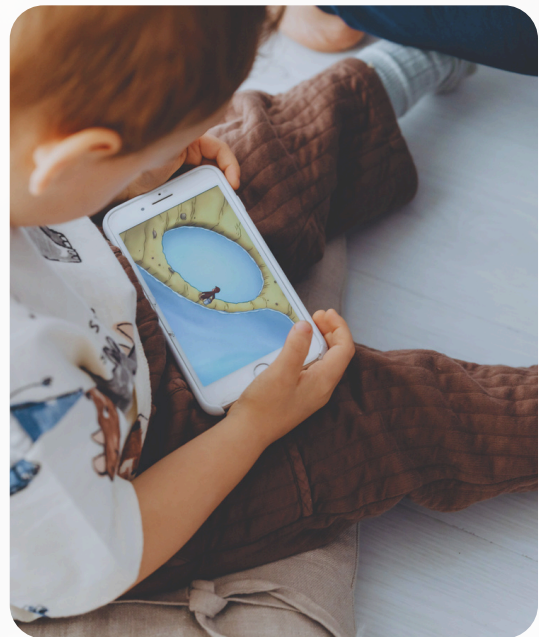
NE PLUS IGNORER LE GRAND ÂGE



- **Répondre au vieillissement de la population** en adoptant un **Plan Grand Âge** visant à rénover les EHPAD et à repenser les métiers du *care* pour les rendre plus attractifs (revalorisation des salaires et des conditions d'emploi).

RESPONSABILISER NOTRE USAGE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

- **Interdire les écrans aux enfants de moins de trois ans**, et, afin de **soutenir les parents**, proposer des guides et des ateliers sur les dangers du numérique, ainsi qu'un livret remis dès la naissance de l'enfant pour les sensibiliser aux risques de l'exposition prématurée aux écrans, comme les troubles du sommeil, la diminution de la concentration, les retards de développement du langage, les problèmes de vision, l'appauvrissement du vocabulaire et l'intolérance à la frustration.
- **Interdire TikTok.**



**RÉFORMER NOS
INSTITUTIONS ET
RECRÉER DU VIVRE
ENSEMBLE**

10.

RÉFORMER NOS INSTITUTIONS ET RECRÉER DU VIVRE ENSEMBLE

- **Instaurer la proportionnelle.**
- **Renforcer le référendum d'initiative partagée** en abaissant notamment le seuil de signatures citoyennes pour son déclenchement.
- **Lancer une Assemblée Citoyenne sur le Grand Projet Français** visant à déterminer les 3 priorités des citoyens pour notre pays d'ici la fin de ce siècle.
- **Rendre publics les cahiers de doléances du Grand Débat National** et **numériser** les 20% qui ne l'ont pas encore été.
- **Créer un Défenseur de la Laïcité** et engager un vaste **plan de formation de l'ensemble des fonctionnaires à la laïcité**, aux principes juridiques de la loi de 1905.
- **Créer un poste** de Responsable, Ministre ou Secrétaire d'État **en charge de la Gestion Publique des Risques et de la Résilience**, sous l'autorité du Premier ou de la Première ministre.



RENFORCER LA JUSTICE ET LA SÉCURITÉ

11.

RENFORCER LA JUSTICE ET LA SÉCURITÉ

- **Rétablir la police de proximité** par le redéploiement initial progressif des forces de l'ordre dans les QRR.
- **Fusionner IGPN et IGGN** pour créer une autorité d'investigation judiciaire et disciplinaire.
- **Adopter une loi visant à lutter contre le narcotrafic et la criminalité organisée** en (i) instituant un nouveau parquet national de lutte contre la criminalité organisée sur le modèle sur PNF et du parquet national anti-terroriste, et en (ii) faisant juger les affaires de stupéfiants par une cour d'assises spécialisée, et non plus ordinaire.
- **Réformer la pratique des contrôles d'identité** en enregistrant chaque contrôle dans un fichier spécialisé.
- **Agir contre la surpopulation carcérale et assurer des conditions dignes de détention** tout en donnant les moyens à l'administration pénitentiaire et judiciaire de réaliser sa mission en toute sécurité.



**RAPPEL : LES 250
RÉFORMES URGENTES
DE FRANCE POSITIVE**



Parmi les 250 propositions de notre ouvrage programmatique, une trentaine émergent toujours avec une urgence particulière. Elles représentent les pierres angulaires d'une transformation nécessaire, celles qui, par leur adoption rapide, peuvent amorcer le cercle vertueux d'une société plus juste, plus durable et plus prospère. Elles touchent des domaines aussi variés que l'éducation, la santé, l'environnement et l'économie, et sont conçues pour être immédiatement opérationnelles.

Ces propositions sont le fruit d'une réflexion profonde et d'une analyse rigoureuse et chiffrée des défis actuels et des opportunités futures. Le détail des 250 propositions, ainsi que le plan de financement qui les accompagne, sont accessibles [**ici**](#).

Afin de faciliter immédiatement la compréhension des 30 réformes principales, vous trouverez un résumé de ces dernières ci-dessous :

1. Lancer un «Plan Enfance» pour protéger les enfants et accompagner les parents avec l'instauration d'un service public de la petite enfance.

- Adopter un code de l'enfance ;
- Créer une représentation par avocat spécialisé pour chaque mineur en danger ;
- Créer une obligation d'application immédiate de la décision des juges pour enfants ;
- Augmenter les budgets des départements pour offrir un nombre suffisant de places en foyer ;
- Renforcer la formation des professionnels de santé pour leur permettre de repérer les violences intrafamiliales ;
- Renforcer l'accompagnement à la parentalité.
- Adopter, au niveau européen, une réglementation de la protection de l'enfance en ligne.
- Créer un réseau national de centres de santé mentale pour jeunes intégrés au sein des établissements scolaires et des communautés locales
- Instaurer un vrai service public de la petite enfance : un accès, de droit, pour tous les enfants, à la crèche ou à la halte-garderie.

2. Réformer et prolonger l'aide sociale à l'enfance jusqu'à 25 ans ou un premier emploi stable.

3. Créer un revenu unique d'insertion, remplaçant et simplifiant 10 minimas sociaux (y compris le RSA), pour tous, y compris les étudiants pour faire passer les revenus d'une personne pauvre au seuil de 1 000 € par mois minimum :

- Conditionner ce revenu unique d'insertion à un Devoir d'Insertion pour les personnes en capacité d'exercer un emploi ;
- Ouvrir ce revenu unique d'insertion à tous les 18-25 ans, boursiers ou non.

4. Organiser une conférence nationale sur les bas salaires, visant à augmenter sensiblement les minima salariaux des branches professionnelles indispensables à l'économie de la vie.

5. Instaurer une culture de la protection et de l'émancipation des femmes par une réforme des procédures judiciaires et policières et par la mise en place d'un congé paternité de durée et de rémunération égales au congé maternité.

6. Refonder le système de financement des retraites :

- Entamer un processus de consultation par voie référendaire sur la base de scénarios élaborés par le Conseil d'orientation des retraites afin de prendre des mesures dès 2024.
- Atteindre l'équilibre financier en 2030.

7. Confier la gestion de la stratégie industrielle à un vrai ministère de l'Industrie pour développer les secteurs de l'économie de la vie et accompagner la réorientation des autres secteurs.

8. Lancer un plan national d'investissement dans les services publics et les environnements des zones urbaines et rurales défavorisées.

9. Lancer un programme de **construction de nouveaux réacteurs nucléaires** qui devront être opérationnels d'ici 2040 en insistant sur le renforcement du contrôle des installations nucléaires existantes et à venir.

10. Réaliser un choc de simplification en instaurant une **assurance maladie intégrale** pour une prise en charge de 100 % des dépenses de santé en ville et à l'hôpital.

11. Intégrer **30 minutes de sport par jour** dans le quotidien de tous les Français.

12. Imposer aux écoles publiques et privées sous contrat une **mixité sociale** représentative de la France.

13. Promouvoir une véritable **politique scientifique** à tous les niveaux de la société et installer dans les quartiers de l'éducation prioritaire des **classes préparatoires** aux concours de l'enseignement et aux grandes écoles, et des départements de grandes universités nationales.

14. Lancer au moins 1 million de contrats d'**apprentissage** dans les métiers de la transition écologique et autres métiers de l'économie de la vie.

15. Redonner du sens à l'impôt en modifiant les **tranches de l'impôt sur le revenu** pour refléter la réalité de l'échelle des revenus.

16. Renforcer les **moyens humains de la justice** en les portant au niveau des standards européens.

17. Assurer un accès à la **culture** pour tous avant même l'entrée à l'école primaire.

18. Interdire l'accès à tout **écran avant l'âge de 3 ans** dans tous les espaces recevant des enfants.

19. Révolutionner le **financement associatif** par la création d'une dotation facultative des entreprises à hauteur de **2%** de leurs bénéfices.

20. Élargir le champ du **référendum**.

21. Rétablir le **septennat** du président de la République pour lui redonner les moyens d'un projet à long terme.

22. Légaliser le **vote électronique** pour toutes les élections et combattre l'abstention.

23. Installer auprès du Parlement un **observatoire national global de prévention des risques graves de toutes natures**.

24. Lancer un débat et un référendum sur les missions et l'**autonomie fiscale des collectivités locales**.

25. Créer le poste de **Défenseur de la laïcité**.

26. Accorder à tous les migrants non encore régularisés un **droit provisoire de travailler**.

27. Créer une **quatrième armée**, l'armée du numérique.

28. Porter une **ambition maritime** pour la France, en s'appuyant sur la puissance, le rayonnement et la défense de nos ports.

29. Proposer à nos partenaires européens la création d'un organisme de **prévention européen**.

30. Réinvestir dans notre **diplomatie** et notre influence géopolitique et culturelle à hauteur de **1 %** du budget de l'État.

Pour nous contacter :

<https://www.francepositive.fr> 

Pour nous suivre :

